



FONCTION PUBLIQUE

Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO

46, rue des petites écuries 75010 PARIS

contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

POURQUOI FO NE SIGNE PAS LA LETTRE OUVERTE INTERSYNDICALE ?

Le 10 octobre 2017, des milliers de fonctionnaires et agents publics étaient en grève et manifestaient à l'appel de l'ensemble des fédérations syndicales.

Les revendications étaient claires :

- Augmentation de la valeur du point d'indice pour améliorer le pouvoir d'achat et garantir le niveau des futures pensions,
- Non-application du jour de carence,
- Compensation intégrale et pérenne de la CSG,
- Non aux 120 000 suppressions de postes programmées sur le quinquennat,
- Défense du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers,

Le ministre n'a quasiment pas répondu à nos revendications, excepté des évolutions sur la compensation de la hausse de la CSG mais seulement pour les 2 années à venir.

Face à un tel blocage, FO Fonction publique affirme qu'il faut continuer de construire et renforcer la mobilisation par tous les moyens et à tous les niveaux (réunions d'information syndicale, assemblée générale, etc.) en s'appuyant sur la clarté de nos revendications.

A l'inverse, l'intersyndicale Fonction publique propose un choix bien différent sous forme d'une lettre adressée au ministre pour simplement demander d'avancer le rendez-vous salarial 2018 programmé au mois d'octobre, au printemps.

FO Fonction publique n'a pas souhaité s'associer à ce courrier pour trois raisons majeures :

- Cette simple demande d'avancer le rendez-vous salarial est largement en deçà des revendications portées le 10 octobre dernier,
- Nous sommes opposés au rendez-vous salarial, tel qu'il est fixé dans le protocole PPCR que nous avons rejeté. En effet, le cadre de la négociation salariale annuelle est le suivant : « *Une négociation annuelle permettra de dresser un bilan d'étape de la mise en œuvre des mesures triennales et définira, le cas échéant, les mesures d'ajustement à y apporter. Elle permettra d'examiner d'éventuelles mesures d'ajustement au regard des principaux indicateurs macro-économiques (taux d'inflation ; croissance du PIB, évolution des salaires...)* ».

Cette rédaction permet au gouvernement de déconnecter l'augmentation de la valeur du point d'indice de l'inflation. En effet, le point d'indice devient lié à la croissance et à des indicateurs bien connus qui mélangent les éléments de la rémunération avec ceux de la carrière (changement

d'échelon, de grades de corps) pour faire croire que tous les fonctionnaires sont augmentés tous les ans. Avec ces critères macro-économiques, le risque est grand d'un gel de la valeur du point d'indice dans la durée, donc des traitements.

- Ce courrier intersyndical est également une manière indirecte de mettre en stand-by toutes nouvelles initiatives de mobilisation jusqu'au rendez-vous salarial et de maintenir notre organisation dans un syndicalisme rassemblé, qui à ce stade, affaiblit nos positions.

Pour FO Fonction publique, la vraie question qui se pose aujourd'hui est celle des suites à donner à l'action du 10 octobre.

Tout en restant très vigilants sur les dossiers interprofessionnels (formation professionnelle, assurance chômage, retraite), il faut d'ores et déjà continuer d'exercer tous les moyens de pression à tous les niveaux.

Face à un tel gouvernement, seul le rapport de force permettra d'inverser les choix politiques actuels. Ensemble avec FORCE OUVRIERE, libres et indépendants, nous ne lâcherons rien !

Fait à PARIS, le 15 décembre 2017

